



2015
INSTITUTION ADOUR
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Siège : Conseil Général des Landes

Président : Monsieur Jean-Claude DUZER

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mercredi 4 mars 2015 à 13h30

**Conseil Général des Landes
Salle Henri Lavielle**

EXTRAIT DU PROCES VERBAL

Etaient présents : Mme LAFITTE, MM AUROY, CABE, CASTET, COUTURE, DARRIEUX, DUBERTRAND, DUZER, LAHOUN, PASTOURET, PAYROS et VERDIER

Etaient excusés et avaient donné pouvoir : MM LAJUX, SOUDAR

Etaient excusés : MM BEAUQUESTE, CASTAINGS, CAUSSE, CHANTRE, FAUQUE et GUILHAS



DOSSIER IV - AFFAIRES DIVERSES

1) Délégation de Service Public : Gestion de l'ouvrage hydraulique de La Barne Choix du délégataire et approbation du contrat de délégation de service public

Exposé des motifs

Conformément à l'article L.1411-4 du Code général des collectivités territoriales, l'assemblée délibérante de l'INSTITUTION ADOUR, lors de la séance du 2 juillet 2014 s'est prononcée sur le principe de la délégation du service public relative à l'exploitation du service public de gestion de l'ouvrage hydraulique de La Barne au vu du rapport présentant les caractéristiques des prestations à assurer par le délégataire.

L'INSTITUTION ADOUR a décidé de mettre en œuvre une procédure de délégation de service public se matérialisant sous la forme d'un affermage par lequel le titulaire du contrat exploite et entretient l'ouvrage à ses risques et périls et agit pour son propre compte.

L'INSTITUTION ADOUR a décidé de mettre en œuvre les principes énoncés par la jurisprudence du Conseil d'Etat en date du 15 décembre 2006 «CORSICA FERRIES» (req.n°298618). Conformément à cette jurisprudence, la procédure ouverte implique que les candidats déposent conjointement leur candidature et leur offre.

a. Publicité

En application de l'article R. 1411-1 du Code général des collectivités territoriales, l'avis d'appel public à la concurrence a fait l'objet d'une insertion dans une publication habilitée à recevoir des annonces légales et dans une publication spécialisée correspondant au secteur économique concerné.

Cette publication a été envoyée le 13 novembre 2014.

Elle a été publiée dans les journaux suivants :

- au BOAMP, le 18 novembre 2014, n°14-172456,
- Journal d'Annonces Légales Sud-Ouest, le 18 novembre 2014,
- sur Marchés online (Le Moniteur), le 14 novembre 2014, n° AO-1447-3614,
- sur le site de l'Institution Adour, le 14 novembre 2014

b. Date limite de dépôt des dossiers

Conformément au règlement de la consultation, la date limite de dépôt des dossiers contenant les candidatures et les offres a été fixée au jeudi 18 décembre 2014 à 10h00.

c. Remise des dossiers

Un seul pli a été remis avant la date limite fixée ci-avant.

Le pli de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) a été réceptionné le 18 décembre 2014 à 08h30.

d. Ouverture des plis contenant les candidatures et établissement de la liste des candidats admis à déposer une offre

La commission de délégation de service public en date du jeudi 18 décembre 2014 a procédé à l'ouverture du pli contenant la candidature de la CACG.

.../...

A l'aide d'un tableau d'inventaire qu'elle a fait sien et des exemplaires originaux de la candidature de la CACG, la commission de délégation de service public a constaté que cette candidature était conforme au règlement de consultation, le dossier étant complet.

Lors de cette même réunion du 18 décembre 2014, après avoir analysé la candidature, la commission de délégation de service public a admis, à l'unanimité, la CACG à proposer une offre dans le cadre de la procédure de délégation de service public ayant pour objet l'exploitation du service public de gestion de l'ouvrage hydraulique de La Barne.

La commission ainsi réunie a procédé à l'ouverture de l'offre au cours de la même réunion.

e. Analyse des offres déposées

Lors de sa réunion en date du 18 décembre 2014, la commission de délégation de service public constate, à l'aide de l'exemplaire original de l'offre, que l'offre déposée par la CACG est conforme au règlement de consultation, le dossier étant complet.

Conformément à l'article L.1411-5 dernier alinéa du Code général des collectivités territoriales, la commission de délégation de service public émet un avis sur l'offre déposée par la CACG après avoir procédé à une analyse et à une appréciation qualitative de celle-ci en fonction des critères suivants :

- Equilibre financier 50%;
- Niveau d'engagement du candidat sur la qualité du service et l'exploitation de ce service 50% :
 - * Moyens techniques et humains (15%) :
 - * Délais et moyens d'intervention en période normale et en astreinte (15%).
 - * Qualité du service (20%).

La commission considère que l'offre répond globalement aux exigences du cahier des charges mais demeure perfectible et doit être optimisée.

f. Négociations des offres par l'autorité habilitée à signer la convention

1 - Conformément à l'article L.1411-5 du CGCT et au vu de l'avis émis par la commission de délégation de service public, j'ai décidé d'engager les négociations avec les représentants de la CACG, et ce en ma qualité d'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public.

2 - La réunion de négociation s'est tenue le 10 février 2015 à 15 heures au siège de l'Institution Adour.

Le candidat a été entendu 2 heures, durée pendant laquelle il a pu exposer son offre, répondre aux questions et questionner l'INSTITUTION ADOUR sur ses attentes dans le cadre de la délégation de service public.

Afin que vous puissiez vous prononcer sur le choix du délégataire, je vous ai communiqué :

- Un rapport vous exposant les motifs du choix de la CACG et l'économie générale du contrat de délégation de service public,
- Le PV de la commission de délégation de service public du 18 décembre 2014 actant de l'ouverture des plis contenant les candidatures et établissant la liste des candidats admis à présenter une offre ;

.../...

- 2015
2015
- Le PV de la commission de délégation de service public du 22 janvier 2015 actant de l'analyse des offres ;
 - Le rapport d'analyse des offres au regard des critères de sélection des offres ;
 - Le projet de contrat.

Enfin, vous avez également pu prendre connaissance de l'ensemble des pièces de la procédure de délégation de service public, lesquelles ont été mises en consultation au secrétariat de l'INSTITUTION ADOUR.

Après explications complémentaires des services de l'Institution,

Après avoir soulevé la question du coût de revient pour l'utilisateur/bénéficiaire et pour l'Institution Adour au regard des propositions et des résultats de la négociation,

Après avoir observé que la durée de la délégation de service public ne permettait pas de prendre en compte les éventuelles nouvelles réalisations et dossiers portés par l'établissement,

Nonobstant l'avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

- De ne pas accepter l'offre de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) et de ne pas recourir à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du barrage de La Barne
- D'autoriser le Président à lancer toute autre démarche permettant la gestion et l'exploitation de la retenue de La Barne

Le Président,

INSTITUTION ADOUR
Conseil Général des Landes
40025 MONT DE MARSAN CEDEX